

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 113 (97 — 3128)

[98/35033]

**19 DECEMBER 1997. — Besluit van de Vlaamse regering
tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering. — Erratum**

Belgisch Staatsblad van 31 december 1997.

In de laatste regel van artikel 12 op bladzijde 35333 moet het woord « Gelijke-kansenbeleid » verbeterd worden. De titel van Mevr. Brigitte Grouwels luidt : « Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid ».

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 98 — 113 (97 — 3128)

[98/35033]

**19 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand
fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand. — Erratum**

Moniteur belge du 31 décembre 1997.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de corriger à la dernière ligne de l'article 12 à la page 35333, le mot « Gelijke-kansenbeleid ». Mme Brigitte Grouwels porte le titre de « Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 114

[S - C - 29017]

7 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1997 créant le Conseil général des Hautes Ecoles en application de l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment les alinéas 5 et 6 de l'article 79;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1997 créant le Conseil général des Hautes Ecoles en application de l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu le protocole du 23 septembre 1997 de la concertation avec l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire;

Vu les protocoles des 25 septembre et 6 octobre 1997 du Comité du secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 28 août et 12 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 septembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 janvier 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1997 créant le Conseil général des Hautes Ecoles en application de l'article 79 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles est remplacé par l'intitulé suivant : « Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1997 créant le Conseil général des Hautes Ecoles et les Conseils supérieurs des Hautes Ecoles ».

Art. 2. Les articles 1^{er} à 18 du même arrêté forment le nouveau titre premier intitulé « Du Conseil général des Hautes Ecoles ».

Art. 3. Dans le même arrêté est inséré un titre II intitulé « Des Conseils supérieurs des Hautes Ecoles » et comprenant les articles 18*bis* à 18*quinquies decies*, rédigé comme suit :

« TITRE II. — Des Conseils supérieurs des Hautes Ecoles »

CHAPITRE Ier. — Création et composition des Conseils supérieurs

Article 18*bis*. Il est créé un Conseil supérieur pour chaque catégorie d'enseignement visée à l'article 12 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Article 18*ter*. § 1^{er}. Chaque Conseil supérieur est composé de 11 membres qui se répartissent comme suit :

1° un Président et un Vice-Président désignés conformément à l'article 18*sexies*;

2° trois représentants des pouvoirs organisateurs dont :

a) un présenté par le Gouvernement de la Communauté française agissant en tant que représentant du pouvoir organisateur de l'enseignement de la Communauté française;

b) un présenté par l'organisation représentative des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné;

c) un présenté par l'organisation représentative des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel.

3° trois représentants des membres du personnel des Hautes Ecoles présentés par les organisations syndicales représentatives;

4° un représentant des étudiants présenté par la ou les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire;

5° deux représentants des milieux sociaux présentés par les organisations syndicales interprofessionnelles et les organisations patronales.

Toutefois, lorsqu'une Haute Ecole libre subventionnée non confessionnelle organise ou lorsque plusieurs Hautes Ecoles libres subventionnées non confessionnelles organisent un enseignement ou des enseignements relevant de telle catégorie d'enseignement, le Conseil supérieur pour cette catégorie d'enseignement comprend un douzième membre présenté par l'organisation représentative des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel.

§ 2. Chaque membre des Conseils supérieurs a un suppléant. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Article 18*quater*. Les membres effectifs et suppléants visés à l'article 18*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4° et 5°, et le cas échéant, § 1^{er}, alinéa 2, sont désignés par le Gouvernement sur une liste double présentée par chacun des groupes concernés de manière telle qu'un équilibre est assuré entre les deux grandes tendances idéologiques.

Article 18*quinquies*. § 1^{er}. Le mandat des membres effectifs et suppléants visés à l'article 18*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 5°, et, le cas échéant, § 1^{er}, alinéa 2, est de cinq ans, renouvelable.

Le mandat des membres effectifs et suppléants visés à l'article 18*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, est d'un an, renouvelable.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le premier mandat des membres effectifs et suppléants visés à l'article 18*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 5°, et, le cas échéant, § 1^{er}, alinéa 2, prend fin au premier renouvellement du Conseil général.

Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 2, le premier mandat des membres effectifs et suppléants visés à l'article 18*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, prend fin au premier renouvellement des membres du Conseil général visés au point 3° de l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 18*sexies*. Le Président et le Vice-Président de chaque Conseil supérieur et leurs suppléants sont désignés, sur la proposition du Conseil général, pour cinq ans par le Gouvernement qui, lors de ces désignations, veille à assurer le respect de la parité entre les deux grandes tendances idéologiques et prend en compte principalement le nombre d'étudiants pris en compte pour le financement de l'année en cours dans l'ensemble des Hautes Ecoles de chaque réseau d'enseignement dans la catégorie d'enseignement pour laquelle le Conseil supérieur est créé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le premier mandat des Président et Vice-Président des Conseils supérieurs et de leurs suppléants prend fin au premier renouvellement du Conseil général.

Article 18*septies*. Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant, désigné conformément aux articles 18*ter*, 18*quater* et 18*sexies*, achève le mandat de son prédécesseur.

Article 18*octies*. Un observateur du Conseil général est désigné dans chaque Conseil supérieur par le Conseil général parmi ses membres effectifs ou suppléants.

Il assiste aux réunions du Conseil supérieur avec voix consultative.

CHAPITRE II. — Fonctionnement des Conseils supérieurs

Article 18*nonies*. Chaque Conseil supérieur élabore son règlement d'ordre intérieur selon un schéma proposé par le Conseil général et le soumet au Conseil général pour approbation.

Le règlement d'ordre intérieur prévoit notamment les modalités de convocation du Conseil supérieur.

Article 18*decies*. Le Conseil supérieur s'exprime par la voie de recommandation, de son initiative ou à la demande du Conseil général.

Il ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Toute recommandation fait l'objet d'un vote.

Le Conseil supérieur décide à la majorité des membres présents.

Des notes de minorité peuvent être jointes aux recommandations.

Article 18*undecies*. Les recommandations des Conseils supérieurs sont transmises au Conseil général. Elles ne lient pas le Conseil général.

Article 18*duo decies*. Le secrétariat du Conseil général assure le secrétariat des différents Conseils supérieurs.

Le personnel du secrétariat assiste aux réunions des Conseils supérieurs avec voix consultative.

Article 18*ter decies*. Les Conseils supérieurs se réunissent dans les locaux du Ministère de la Communauté française.

Article 18^{quater} *decies*. Un rapport annuel sur le fonctionnement et les activités de chaque Conseil supérieur est transmis au Conseil général et au Gouvernement.

Article 18^{quinquies} *decies*. L'article 18 du présent arrêté est applicable aux membres des Conseils supérieurs. »

Art. 4. L'intitulé du Chapitre IV, « CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoire et finales* » du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « **TITRE III. — Dispositions abrogatoire et finales** ».

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 janvier 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 114

[S - C - 29017]

7 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 1997 tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inzonderheid op de leden 5 en 6 van artikel 79;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 1997 tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Gelet op het protocol van 23 september 1997 over het overleg met het op universitair vlak erkende representatieve studentenverbond;

Gelet op de protocollen van 25 september en 6 oktober 1997 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 augustus en 12 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 september 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1997 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van één maand dient te worden gegeven;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 december 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 januari 1998,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 1997 tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen wordt door volgend opschrift vervangen : "Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 1997 tot oprichting van de Algemene Raad voor Hogescholen en de Hoge Raden voor Hogescholen".

Art. 2. De artikelen 1 tot 18 van hetzelfde besluit vormen de nieuwe titel I luidend "Algemene Raad voor Hoge Scholen".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt er een titel II ingevoegd luidend "Hoge Raden voor Hogescholen" en met inbegrip van de artikelen 18^{bis} en 18^{quinquies} *decies*, opgesteld als volgt :

« **TITEL II. — Hoge Raden voor Hogescholen**

HOOFDSTUK I. — Oprichting en samenstelling van de Hoge Raden

Artikel 18^{bis}. Er wordt een Hoge Raad opgericht voor iedere categorie van onderwijs bedoeld bij artikel 12 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen.

Artikel 18^{ter}. § 1. Iedere Hoge Raad bestaat uit 11 leden die als volgt onderverdeeld worden :

1° één voorzitter en één ondervoorzitter, aangesteld overeenkomstig artikel 18^{sexies};

2° drie vertegenwoordigers van de inrichtende machten onder wie :

a) één voorgedragen door de Regering van de Franse Gemeenschap als vertegenwoordiger van de inrichtende macht van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

b) één voorgedragen door de representatieve organisatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

c) één voorgedragen door de representatieve organisatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard;

3° drie vertegenwoordigers van de personeelsleden van de Hogescholen, voorgedragen door de representatieve vakbonden;

4° één vertegenwoordiger van de studenten, voorgedragen door het of de op communautair vlak erkende representatieve studentenverbond(en);

5° twee vertegenwoordigers van de sociale kringen, voorgedragen door de interprofessionele vakverenigingen en werkgeversverbanden.

Wanneer een niet-confessionele gesubsidieerde vrije Hogeschool of meerdere niet-confessionele gesubsidieerde vrije Hogescholen echter een onderwijs van een welbepaalde categorie inricht(en), telt de Hoge Raad voor deze onderwijscategorie een twaalfde lid voorgedragen door de representatieve organisatie van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard.

§ 2. Ieder lid van de Hoge Raden heeft een plaatsvervanger. Het plaatsvervangend lid mag enkel zitting houden bij afwezigheid van het werkend lid.

Artikel 18*quater*. De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld bij artikel 18*ter*, § 1, lid 1, 2°, 3°, 4° en 5°, en desgevallend, paragraaf 1, lid 2, worden door de Regering aangesteld op een dubbele lijst voorgedragen door iedere betrokken groep zodat er een evenwicht wordt bereikt tussen de twee grote ideologische strekkingen.

Artikel 18*quinquies*. § 1. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld bij artikel 18*ter*, § 1, lid 1, 2°, 3° en 5°, en desgevallend, § 1, lid 2, heeft een duur van vijf jaar en is hernieuwbaar.

Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld bij artikel 18*ter*, § 1, lid 1, 4° heeft een duur van één jaar en is hernieuwbaar.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, lid 1, neemt het eerste mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld bij artikel 18*ter*, § 1, lid 1, 2°, 3° en 5°, en desgevallend, § 1, lid 2, een einde bij de eerste hernieuwing van de Algemene Raad.

In afwijking van paragraaf 1, lid 1, neemt het eerste mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld bij artikel 18*ter*, § 1, lid 1, 4°, een einde bij de eerste hernieuwing van de leden van de Algemene Raad bedoeld bij punt 3° van lid 1 van artikel 1 van dit besluit.

Artikel 18*sexies*. De voorzitter en de ondervoorzitter van iedere Hoge Raad en hun plaatsvervangers worden door de Regering aangesteld, op de voordracht van de Algemene Raad, voor een periode van vijf jaar, waarbij de Regering ervoor zorgt dat de pariteit van de twee grote ideologische strekkingen in acht wordt genomen en waarbij ze voornamelijk rekening houdt met het aantal in aanmerking genomen studenten voor de financiering van het lopend jaar voor het geheel van de Hogescholen van ieder onderwijsnet in de onderwijscategorie waarvoor de Hoge Raad wordt opgericht.

In afwijking van lid 1, neemt het eerste mandaat van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raden en van hun plaatsvervangers een einde bij de eerste hernieuwing van de Algemene Raad.

Artikel 18*septies*. Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat verantwoordde, wordt vervangen. De plaatsvervanger, aangewezen overeenkomstig de artikelen 18*ter*, 18*quater* en 18*sexies*, voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Artikel 18*octies*. Een waarnemer van de Algemene Raad wordt aangesteld binnen iedere Hoge Raad door de Algemene Raad onder zijn werkende en plaatsvervangende leden.

Hij woont de vergaderingen bij van de Hoge Raad met raadgevende stem.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Hoge Raden*

Artikel 18*nonies*. Iedere Hoge Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast volgens een door de Algemene Raad voorgedragen schema en legt het aan de Algemene Raad ter goedkeuring voor.

Het huishoudelijk reglement voorziet inzonderheid in de nadere regels voor de bijeenroeping van de Hoge Raad.

Artikel 18*decies*. De Hoge Raad spreekt zich uit door middel van aanbevelingen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Algemene Raad.

Hij beraadslaagt en beslist alleen geldig indien meer dan de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Over iedere aanbeveling wordt gestemd.

De Hoge Raad beslist bij de meerderheid van de aanwezige leden.

Minderheidsnota's kunnen bij de aanbevelingen gevoegd worden.

Artikel 18*undecies*. De aanbevelingen van de Hoge Raden worden overgezonden naar de Algemene Raad. Ze zijn niet bindend voor de Algemene Raad.

Artikel 18*duodecies*. Het secretariaat van de Hoge Raad neemt het secretariaat waar van de verscheidene Hoge Raden.

Het personeel van het secretariaat woont de vergaderingen bij van de Hoge Raden met raadgevende stem.

Artikel 18*ter decies*. De Hoge Raden vergaderen in de lokalen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Artikel 18*quater decies*. Er wordt een jaarlijks verslag over de werking en de activiteiten van iedere Hoge Raad overgezonden naar de Algemene Raad en de Regering.

Artikel 18*quinquies decies*. Artikel 18 van dit besluit is van toepassing op de leden van de Hoge Raden. »

Art. 4. Het opschrift van Hoofdstuk IV, « HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen* », van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend opschrift : « **TITEL III. — Opheffings- en slotbepalingen** ».

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN